

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 134
24 septembre 2008

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Retrait des contre réformes !

A bas le budget 2009 des 30000 suppressions de postes !

La direction de la FSU doit rompre la concertation avec le gouvernement Sarkozy Fillon et œuvrer à la réalisation du Front Unique pour engager le combat contre lui !

Compte rendu du CDFN de la FSU des 16 et 17 septembre 2008

Introduction

Le CDFN s'est tenu quinze jours après la rentrée. Le gouvernement a tout lieu d'être satisfait des conditions de cette rentrée. La réforme du primaire se met en place. Celle des Lycées Professionnels aussi. Celle du lycée se présente sous les meilleurs auspices. L'entreprise réactionnaire du gouvernement semble ne pas rencontrer d'obstacles majeurs. Le secret de cette route sans embûches a été donné par Darcos lui-même : « Jamais un gouvernement n'avait signé autant de protocoles avec les syndicats. ».

En effet ! La direction de la FSU, dans la lignée de la signature du « protocole sur le dialogue social dans la fonction publique » au printemps dernier a totalement confirmé cette orientation de collaboration tout azimut avec les contre réformes gouvernementales. Comme elle a confirmé sa volonté de n'engager aucun combat sérieux contre le budget 2009, budget de suppression de 30 000 postes de fonctionnaires, et de baisse du pouvoir d'achat, qui doit être présenté dans quelques jours au Conseil des Ministres. L'appel à participer à la journée d'action « pour le travail décent » (sic !) du 7 octobre, l'appel à une manifestation – promenade le dimanche 19 à Paris évacuent les véritables revendications, éludent soigneusement la question de l'affrontement avec le gouvernement, et sont des opérations de diversion par rapport à toute tentative d'engager un véritable combat contre ce budget.

Pour l'instant on doit constater que cette orientation a rencontré peu de résistances dans le CDFN lui-même. Cela doit être mis en relation avec le fait que les directions syndicales ne sont pas aujourd'hui bousculées par les enseignants eux mêmes. Non que ceux ci approuvent cette orientation. L'écho du combat des militants Front Unique dans les établissements témoigne du contraire. Mais pour l'instant le scepticisme domine quant à la possibilité de soulever la chape de plomb que constitue la coopération des dirigeants syndicaux avec le gouvernement.

Il n'est pas sûr que cette situation perdure. L'annonce des mesures brutales de liquidation du statut des professeurs qui accompagnera la réforme des lycées, la liquidation de la formation professionnelle incluse dans la réforme du recrutement des professeurs, peuvent cristalliser la volonté de combat des collègues. Particulièrement dans une situation où les effets de la crise économique, résultant d'une crise financière que les gouvernements ne parviennent pas à juguler, vont rapidement se manifester.

Le combat du courant Front Unique pour que la direction de la FSU se détermine pour le retrait des contre réformes, pour qu'elle engage un véritable combat contre le budget 2009, de la même manière que le combat pour le retrait inconditionnel des troupes françaises en Afghanistan procèdent d'une même orientation : à l'inverse de la mise en œuvre concertée de la politique du gouvernement qui est celle des appareils syndicaux, il faut combattre pour le front unique pour affronter ce gouvernement et lui infliger une défaite politique.

Les forces regroupées aujourd'hui sur cette orientation seront précieuses dès que surgira – ce qui est inévitable – le combat de classe. C'est ce but qui donne sens à l'intervention des représentants Front Unique dont nous rendons compte ici.

Intervention de Roland MICHEL, dans le cadre du débat général, mardi 16 septembre 2008

Hier, Lehman Brothers se déclarait en faillite. Greenspan, l'ancien président de la FED indiquait : « *C'est la plus grave crise depuis un siècle.* »

Il ne s'agit pas d'une abstraction. Déjà ce sont les plans de licenciement à Renault, Ford. Demain, dans les banques, dans le bâtiment.

Gérard Aschieri a dit à juste titre : « *ce n'est pas une catastrophe naturelle* ». Il faut aller plus loin. S'agit-il de la responsabilité de quelques « brebis galeuses » d'un troupeau qui resterait sain ? S'agit-il des excès de l' « ultra libéralisme », de sorte que débarrassé de ces « outrances », tout irait à nouveau pour le mieux dans le meilleur des systèmes capitalistes possibles ?

Non. Il s'agit du mode de production capitaliste lui-même. L'orgie de crédit visait hier à tenter d'élargir artificiellement le marché que par ailleurs les capitalistes contribuent à réduire en augmentant l'exploitation de la force de travail. L'orgie de crédit a conduit finalement à son contraire : à la crise bancaire, à la crise du crédit, et finalement à la récession.

En nationalisant hier Northern Rock et aujourd'hui Fanny Mae et Freddy Mac, les gouvernements Brown et Bush ont eux même en quelque sorte fait l'aveu que la propriété privée des moyens de production a fait son temps, de l'actualité du socialisme.

Mais comme l'écrivait le Wall Street Journal, « *nous ne sommes pas devenus socialistes* ». Et c'est bien encore pour sauver la propriété privée des moyens de production, pour sauver le capitalisme qu'ils « nationalisent ».

Et c'est de ce point de vue que Sarkozy se situe lorsqu'il dit : « *la crise rend nécessaire de continuer et d'accentuer les réformes* »

Et pour les directions syndicales, une telle situation ne laisse qu'une alternative : ou bien organiser le combat effectif contre les contre réformes ce qui suppose d'affronter le gouvernement ou bien non seulement avaler mais faire avaler aux collègues la potion amère des contre réformes.

J'en resterai à l'Enseignement. Le modèle, c'est Berlusconi et son plan de 87000 suppressions de postes en Italie. En France, c'est une avalanche réactionnaire à tous les niveaux de l'enseignement : réduction de deux heures de l'enseignement pour les enfants dans le primaire, réduction de 4 à 3 ans des bacs professionnels avec des programmes purement locaux, de plus, en LP ; et en gestation la réforme des lycées avec son bac modulaire, c'est-à-dire son bac à la carte.

Dans tous les cas, réduction de l'enseignement, mise à mal des statuts avec le décret modifiant le statut des profs d'école, avec la liquidation des décrets de 50 en projet dans le cadre de la réforme des lycées. Dans tous les cas liquidation des diplômes nationaux avec les bacs pro sur programmes locaux et le bac à la carte sur la base du parcours individualisé.

Et couronnement de l'ensemble des contre réformes : le budget 2009 et ses 13500 suppressions de poste.

Ou bien engager le combat pour arrêter l'avalanche des contre réformes, ou bien faire avaler les dites réformes aux collègues. C'est un fait c'est ce deuxième terme de l'alternative qu'a choisi la direction du SNETAA en portant la contre réforme des LP. Mais c'est aussi cette orientation qui est celle des signataires des seize points de convergence avec le gouvernement sur la réforme des lycées, parmi lesquels la direction du SNES. Il fallait les trouver, les seize points de convergence alors que les collègues auraient beaucoup de peine à en trouver un seul avec ce gouvernement !

A l'inverse engager le combat pour arrêter l'avalanche, c'est d'abord se prononcer pour le retrait des projets de contre réforme, pour l'arrêt immédiat de celles qui sont engagées (en primaire, dans les LP), pour la défense inconditionnelle des statuts, pour le retrait du décret qui réforme celui des professeurs d'école.

Dans ce combat, la question du budget 2009 est centrale. Le budget 2009, c'est les 13500 suppressions de poste ; mais c'est aussi la réduction massive du pouvoir d'achat des fonctionnaires qui est nécessairement contenue dans ce budget.

Les moyens d'action sont évidemment en relation avec les objectifs. S'il s'agit d'accompagner les réformes, alors on peut organiser les actions bidon type lâchers de ballon, jeudis de l'éducation ou ballades à Paris le dimanche. Mais s'il s'agit de combattre effectivement contre toute suppression de poste, effectivement pour le rétablissement du pouvoir d'achat par augmentation massive du point d'indice ; donc pour le retrait du projet de budget 2009, alors ce qui doit être réalisé c'est le front unique des fédérations de fonctionnaires, voire des confédérations dans l'appel à la manifestation centrale à l'Assemblée au moment où s'ouvrira la discussion parlementaire sur ce budget.

C'est cette orientation que le courant Front Unique soumettra au CDFN de la FSU.

Intervention d'Olivier Lestang dans le débat général, mardi 16 septembre 2008

La première des responsabilités de notre organisation syndicale, c'est d'exprimer la haine du gouvernement Sarkozy-Fillon qui est si forte dans de grandes couches des travailleurs et de la jeunesse. Accroître autant que possible ce profond rejet est en réalité une condition nécessaire, même si elle ne suffit pas, pour aller à l'affrontement avec ce gouvernement et briser son offensive.

Je sais que ce terme de haine n'a pas cours ici, dans les sommets syndicaux, mais comment l'édulcorer au vu de quelques éléments récents qu'il faut donner ici ?

Le gouvernement de Sarkozy est un gouvernement de l'ordre policier. C'est la première des choses que montre l'affaire du fichier Edvige. Car rappelons-le, ce fichier scandaleux provient de la centralisation de l'appareil policier par Sarkozy (la fusion des RG et de la DST). Ce qui s'exprime et que devrait dénoncer la direction de la FSU, c'est ainsi le bonapartisme que Sarkozy incarne jusqu'à la caricature dans son comportement politique et personnel. A l'inverse, ce qui sourd dans le rejet massif de cet instrument de fichage, c'est le rejet du gouvernement, du président.

Mais pourquoi cela s'exprime-t-il, même de manière indirecte, sur cette question-là ? Parce que, au contraire de toutes les autres, le gouvernement n'a pas jugé utile d'entourer la mise en place de ce fichier par une concertation ad hoc. Parce que, dans le front très large qui s'est constitué contre Edvige, on retrouve la quasi-totalité des organisations du mouvement ouvrier. Et voilà pourquoi le roi est nu, voilà pourquoi – même si à ce stade il n'y a pas le moindre « recul » au contraire de qu'affirme déjà la direction de la fédération – le gouvernement doit manœuvrer.

Et comment manoeuvre-t-il ? En procédant à une nouvelle... concertation aussi large que possible. Le but de cette concertation est clair : préparer une nouvelle mouture du décret que l'existence même de la concertation permettrait de faire passer sans encombres. Ce matin Alliot-Marie affirme qu'il n'y aura aucun recul sur le fond. Alors, sur une question qui touche directement aux libertés démocratiques les plus fondamentales, il faut le dire : accepter de participer à cette concertation, ce serait se prêter à l'opération du gouvernement pour faire passer son Edvige relookée. [Ndlr : la proposition du courant Front Unique de ne pas participer à la concertation, position par ailleurs prise par les associations d'homosexuels, a obtenu 11 pour, 88 contre, 12 abstentions et 7 refus de vote].

Gouvernement de l'ordre policier, le gouvernement Sarkozy est aussi le gouvernement e l'ordre moral. La venue du Pape à Paris, à la demande de Sarkozy, en a à nouveau apporté la preuve. Sarkozy a remis le couvert, non seulement sur sa prétendue « laïcité positive » c'est-à-dire le soutien aux Eglises, mais encore en insultant les athées.

Ce serait, selon lui, « une folie » de se priver de « l'apport des religions » ! Voilà les laïques à la limite de l'hôpital psychiatrique. Dans la foulée, Sarkozy précise que selon lui, ce serait une « *faute contre la pensée* ». Qu'en auraient pensé Giordano Bruno et Galilée, et tous les chercheurs, savants, qui furent en butte aux persécutions de l'Eglise et de son pape infaillible ? Mais surtout, qu'en pense la direction de la FSU laquelle a sur la question laïque une responsabilité toute particulière ? La moindre des choses ne serait-elle pas de rappeler qu'au contraire, la pensée commence là où la religion s'arrête, que c'est la religion la « *faute contre la pensée* » ?

Or, un communiqué de la direction fédérale a fait savoir qu'elle serait « vigilante » face à d'éventuels « dérapages », communiqué prétendant que « *Sarkozy a une conception de la laïcité qui n'est pas la nôtre* ». Faites excuse ! Sarkozy n'a pas une « autre conception de la laïcité » ! Il est contre la laïcité, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Et puis qu'est-ce qu'un « dérapage » ? C'est quand on quitte, volontairement ou non, sa trajectoire. En quoi Sarkozy et son ami Ratzinger « dérapent »-ils ? En rien. Ils suivent leur ligne, au bout de laquelle il y a la modification de la loi de 1905. Mais voilà que Sarkozy dit que pour penser, pour ne pas être fou, il faut recourir à la religion. Qu'en est-il alors de cette « vigilance » ? Mais c'est la responsabilité de directions du mouvement ouvrier, et celle de la FSU, si la propagande papiste a pu s'étaler sans presque être contrecarrée tout au long de cette visite.

Enfin, le gouvernement Sarkozy est le gouvernement de l'impérialisme, un gouvernement de guerre qui sévit aujourd'hui contre les peuples d'Afghanistan. Il n'est sans doute pas utile, on y reviendra dans le débat sur ce point précis, de souligner avec maints détails à quel point cette intervention est une intervention coloniale, barbare, et qu'elle dresse de plus en plus l'ensemble de la population du pays contre elle, à juste titre.

Mais une fois encore, comment accepter d'entendre le secrétaire général Gérard Aschiéri déclarer dans son introduction que la question qui est posée, c'est celle des « conditions », je cite, du retrait des troupes françaises ? Parler de « conditions », donc auxquelles l'armée française pourrait continuer son sale travail, c'est poser comme un principe que la France aurait vocation à décider du sort de l'Afghanistan. Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la position de la FSU devrait être que l'impérialisme français n'a strictement rien à faire en Afghanistan ! Toute autre position reflète un mode de pensée imprégné de colonialisme.

A cet égard, il est significatif que l'appel à manifester le 20 septembre n'indique le retrait des troupes françaises qu'avec la condition suivante : que Sarkozy « *travaille à une solution qui favorise la reconstruction et la souveraineté de l'Afghanistan* ». Outre le grotesque d'envisager que Sarkozy le destructeur reconstruise quoi que ce soit, c'est lui confier un mandat, différent certes, sur l'Afghanistan. C'est inacceptable, mais hélas cohérent avec l'organisation d'une manifestation aussi loin que possible de l'Assemblée et un autre jour que celui de la discussion : voilà pourquoi le courant Front Unique proposera que s'exprime l'exigence du retrait immédiat, inconditionnel, des troupes françaises, sous la forme d'une manifestation devant l'Assemblée nationale le 22 septembre, jour du vote.

Sur cette question comme sur les autres, tout se ramène à la question du pouvoir, du gouvernement : nous militons et militerons avec les travailleurs de l'enseignement pour que la FSU rompe avec le gouvernement, et appelle au combat dans l'unité contre lui. C'est la seule voie positive.

Intervention d'Olivier Rougerie : présentation de la motion « A bas le budget 2009 », mercredi 17 septembre.

Camarades,

Le gouvernement poursuit et accentue sa politique de suppressions de milliers de postes de fonctionnaires, d'enseignants. Toutes les contre réformes engagées par le gouvernement ont d'ailleurs pour principal objectif ces suppressions. M. Bouchet rappelait hier en commission éducation les paroles du préfet de la région Auvergne : « *c'est pour supprimer des postes que nous réformons* ». 13500 suppressions sont prévues au budget 2009, 40 000 dans les trois années à venir.

Le rôle de notre fédération est de tout mettre en œuvre pour stopper le gouvernement. Cela n'est possible qu'en engageant le combat contre le gouvernement. Le texte action présenté par la direction laisse entendre que le « refus des heures supplémentaires » a permis « la transformation d'heures supplémentaires en postes ». Soyons sérieux : combien de postes ont été réellement créés ? Zéro ! Ce sont des BMP qui ont été créées, pas des postes. A moins que l'on me dise que c'est la même chose ?

Le CDFN doit d'abord se prononcer clairement :

Contre toute suppression de postes de fonctionnaires, particulièrement dans l'éducation nationale.

Pour la défense et le rattrapage du pouvoir d'achat des fonctionnaires perdu depuis 2000.

Alors, la FSU s'est engagée dans la manifestation du 19 octobre, un dimanche, pour « d'autres choix budgétaires ». Est-ce une manifestation le dimanche qui fera plier le gouvernement ? Les suppressions de postes sont votées à l'Assemblée nationale.

La FSU a donc la responsabilité d'organiser une puissante manifestation au moment de l'ouverture de la discussion sur le budget, pour interdire à la majorité UMP de voter ce budget réactionnaire. C'est le sens de la motion Front unique.

Motion : A bas le budget 2009 du gouvernement Sarkozy Fillon

Le CDFN considère que le budget 2008 du gouvernement Sarkozy Fillon est un budget de guerre contre les services publics, les travailleurs et plus particulièrement les fonctionnaires.

Il se prononce :

- Contre toute suppression de postes dans la Fonction Publique et en particulier contre les 13500 suppressions de poste dans l'Education Nationale.
- Pour la défense et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 2000 par augmentation massive de la valeur du point d'indice.

La satisfaction de ces revendications suppose le combat centralisé nationalement contre le projet de budget 2009, pour son retrait.

En conséquence, la FSU se prononce pour l'organisation d'une manifestation centrale à l'Assemblée Nationale au moment de l'ouverture de la discussion parlementaire sur le budget à l'appel de l'ensemble des fédérations de fonctionnaire sur cet objectif. Elle s'adresse dans ce sens aux responsables de l'ensemble des fédérations de fonctionnaires.

Pour 4 ; contre 102 ; abstention 10 ; refus de vote 13

Intervention d'Yvon Breda : présentation de la motion « contre-réforme de la formation des maîtres », mercredi 17 septembre

Camarades,

Sarkozy a annoncé, au mois de juin dernier, une contre-réforme de la formation des maîtres dont l'objectif essentiel est que tout lauréat d'un concours exercerait à temps plein dès la première année, d'ici septembre 2010.

En lieu et place des stages rémunérés, ce serait donc à des étudiants que seraient confiés les élèves – sans autre salaire, sans doute, que les « gratifications » dérisoires que le gouvernement prévoit d'accorder aux stagiaires.

La fonction première, évidente, de ce dispositif, c'est la suppression à court terme de milliers de postes. Au-delà, la création d'un « master » pour les enseignants n'a pas d'autre signification que de préparer la suppression des concours nationaux.

La responsabilité de la FSU est donc claire: se prononcer pour le retrait pur et simple du projet gouvernemental. Or, la direction fédérale est signataire d'un appel « Pour une formation des enseignants de haut niveau » qui, loin de reprendre cette position, laisse la porte ouverte au gouvernement.

Il y est ainsi affirmé qu'un « compagnonnage » - terme d'inspiration médiévale - « auprès d'enseignants expérimentés » pourrait constituer un « apport » - alors même que le gouvernement veut, par ce biais, supprimer toute formation théorique des enseignants! Il est encore revendiqué l'organisation d'une alternance entre théorie et pratique « tout au long du cursus universitaire », c'est-à-dire dès le début des études.

Quant à l'objectif revendiqué – certes noble – de permettre un meilleur accès au métier d'enseignant des couches populaires, qui peut croire qu'on y parviendra en faisant porter aux étudiants et à leurs familles la charge de deux années d'études supplémentaires?

Il faut être clair et rejeter le projet gouvernemental. C'est pourquoi je vous invite à voter la motion déposée par le courant Front Unique.

Motion : retrait du projet gouvernemental de « réforme » de recrutement des maîtres

Le projet de « réforme » du gouvernement s'agissant du recrutement des professeurs d'école, de lycée et de collège :

-liquide l'année de stage, et par là la formation professionnelle en même temps qu'elle permet d'économiser des milliers de postes

- liquide les IUFM

- prépare la disparition pure et simple des concours

En conséquence, le CDFN de la FSU se prononce pour le retrait pur et simple du projet gouvernemental

Pour 14 ; contre 77 ; abstentions 10 refus de vote 26

Présentation de la motion : retrait du projet de réforme des lycées, rupture immédiate de la concertation (Roland Michel le mercredi 17 septembre).

Les collègues du primaire nous ont indiqué comment la mise en place du « soutien » dans les écoles se met en place de façon variable, école par école. Ici, les enseignants doivent 50 heures devant les enfants, ailleurs, 40, ailleurs encore 30. Le résultat, c'est la pulvérisation des obligations de service ; et à partir de là la division entre collègues.

La leçon vaut au-delà du primaire : ce qui unifie un corps, ce qui unifie la profession, c'est l'existence d'un statut national avec des obligations de service identiques. Par contre, l'« autonomie » des établissements est un bélier contre les statuts nationaux.

L'autonomie des établissements ; c'est encore ce qui est au cœur de la déclaration de Darcos du 17 Juillet annonçant les principes de la réforme du lycée. S'agissant de cette réforme des lycées, on en sait largement assez et on en apprend tous les jours. Ainsi l'audit commandé par le ministre indique que cette réforme doit permettre de supprimer entre 15 et 20 000 postes. Qui peut s'en étonner lorsque Darcos annonce que toutes les matières enseignées à partir du lycée le seront sous forme de modules, soit trois heures sur un semestre ? Cela signifie dans ces matières (économie, philosophie par exemple) des centaines et des centaines de suppressions de postes.

Dans la même déclaration, Darcos annonce la possibilité, d'organiser, établissement par établissement, les modules de manière « infra semestriel ». Tout le monde comprend que cela n'est possible que sur la base de l'annualisation du temps de travail. En clair, la réforme suppose que les décrets de 50 soient liquidés.

Force est de constater que dans cette affaire, Darcos s'appuie totalement sur la signature en juin dernier des seize points de convergence sur la réforme des lycées entre le gouvernement et plusieurs directions syndicales, en particulier celle du SNES et du SNEP. Car l'autonomie des établissements, la liquidation des décrets de 50, le bac modulaire etc., tout est déjà dans les « seize points de convergence ».

Le maintien de l'orientation actuelle, celle qui consiste à être tous les jours au ministère pour élaborer avec le pouvoir la contre réforme des lycées conduit tout droit à la catastrophe : catastrophe pour l'enseignement, pour le statut et donc pour les collègues, catastrophe pour les syndicats de la FSU y compris dans la perspective des élections paritaires.

Il est donc urgent de changer de cap, urgent que le CDFN de la FSU se prononce pour le retrait du projet de réforme des lycées, urgent que les directions des syndicats de la FSU se retirent de cette concertation quotidienne pour l'élaboration d'une réforme meurtrière. Et il est encore temps que les directions syndicales retirent leur signature des « seize points de convergence ». C'est ce que dit la motion Front Unique.

Motion : retrait du projet de réforme des lycées, rupture immédiate de la concertation

Le CDFN constate que le projet de réforme des lycées tel qu'annoncé par Darcos en Juillet :

- Organise la diminution massive des heures d'enseignement notamment en réduisant à un enseignement « modulaire » toutes les matières enseignées à partir du lycée un audit indique que cette réduction doit permettre de supprimer 15 à 20 000 postes)

- Implique la liquidation des garanties statutaires contenues dans les décrets de 50 et l'annualisation via l'organisation semestrielle voire « infra semestrielle » des modules
- Liquide le caractère national des horaires et des programmes via l' « autonomie » des établissements
- Prépare la liquidation du baccalauréat comme diplôme national, premier grade universitaire via l' « individualisation » des parcours

Le CDFN de la FSU considère que le gouvernement pour présenter ce projet réactionnaire s'appuie totalement sur la signature par la plupart des directions syndicales en particulier du SNES et du SNEP des seize points de convergence sur la réforme des lycées

En conséquence :

- Le CDFN se prononce pour le retrait du projet de réforme des lycées
- Il invite les syndicats directement concernés (SNES, SNEP) à retirer leur signature sur les seize points de convergence et à se retirer sans délai de la concertation sur cette réforme.

Pour 11 contre 74 ; abstentions 10 refus de vote 33

Intervention d'Olivier Lestang dans le débat sur l'Afghanistan, mercredi 17 septembre.

Il y a un paradoxe apparent : sur les quatre textes soumis au vote du Cdfn, trois d'entre eux, ceux des deux composantes de la majorité (Unité et Action, Ecole Emancipée) et celui d'Emancipation, se rejoignent pourtant sur l'essentiel. Qu'on en juge :

- toutes trois sont pour faire appel à Sarkozy pour qu'il « reconstruise » l'Afghanistan, y promeuve la « paix », la « démocratie ».
- toutes refusent de parler de retrait inconditionnel des troupes, et, bien que mentionnant cette exigence, la conditionnent de facto à ce mandat donné au gouvernement français : en quelque sorte l'armée française sortirait par la porte pour rentrer par la fenêtre. Il y aurait une légitimité éventuelle à la présence française en Afghanistan
- Toutes soutiennent la manifestation du 20 septembre.

En ce sens, la cohérence de ces textes est donnée par celui d'Unité&Action, lequel se réclame ouvertement des résolutions de l'Onu qui ont donné « mandat » aux forces impérialistes d'occuper ce pays. Se refuser, comme le dit « l'Ecole Emancipée » à soutenir « explicitement » les résolutions de l'Onu n'a guère de sens s'il s'agit au final de les soutenir... implicitement. Car le fond de commerce commun de ces résolutions, c'est de reconnaître la légitimité aux cinq membres du conseil de sécurité de l'Onu, les cinq plus grands auteurs de guerre, les cinq plus grands marchands d'armes, à décider de l'avenir de l'Afghanistan.

Alors, l'argument avancé est que, en face, il y aurait les Taliban. C'est un épouvantail qui ne résiste pas à l'analyse. D'une part, les « Taliban » sont au pouvoir, baptisés « modérés » quand ils ont été inclus dans le gouvernement dirigé par l'agent de la CIA nommé Karzaï, ou bien parmi les chefs des structures féodales qui ont basculé du côté du plus fort, d'abord la coalition, aujourd'hui les Taliban. Et puis, qu'est-ce donc que ce gouvernement placé là par l'intervention, qui a fait de l'Afghanistan un Etat islamiste, et dont l'une des mesures a été de diminuer la taille règlementaire des pierres utilisées pour lapider les femmes ?

C'est un vieux refrain que celui de la défense de la « civilisation » contre les « barbares ». Il a été chanté à chaque guerre coloniale. Mais le hic, c'est que les Taliban sont un produit de cette « civilisation » pourrie ! Il faut rappeler que les Taliban d'aujourd'hui sont les « combattants de la liberté » armés avant-hier par les Etats-Unis pour combattre les troupes de la bureaucratie du Kremlin en Afghanistan. Et aujourd'hui, s'ils sont aux portes du pouvoir, c'est bien un résultat direct des 7 années d'occupation, lesquelles ont vu fleurir la corruption, le trafic d'opium, etc. Bref la barbarie en Afghanistan, et demain au Pakistan puisque les forces d'occupation s'en prennent aujourd'hui à ce pays, c'est le produit direct de l'impérialisme, d'un système putréfié qui se trouve aujourd'hui au bord d'une crise économique majeure.

Aider les peuples d'Afghanistan, certes ! La FSU peut prendre le parti des manifestants qui réclament le départ des troupes d'occupation. Elle peut et devrait aider les enseignants afghans, les aider directement à

constituer, par exemple, leurs organisations syndicales. C'est-à-dire agir de manière indépendante, et opposée à la sale guerre coloniale menée là-bas. Et c'est cette opposition intransigeante que se propose d'exprimer la motion présentée par le courant Front Unique : puisque le 22 des délégations syndicales se rendront au parlement, il doit y avoir manifestation devant l'Assemblée pour porter l'exigence du retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises.

Motion pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes d'Afghanistan

Le CDFN condamne l'intervention menée en Afghanistan par les Etats-Unis, la France, etc. comme étant une intervention impérialiste, meurtrière, menée pour asseoir le contrôle de ces grandes puissances sur l'Asie centrale et le Moyen-Orient, guerre de destruction qui aujourd'hui s'étend au Pakistan.

Le CDFN rejette le pseudo argument qui tendrait à justifier la présence des troupes d'occupation, voire leur maintien, au nom de l'épouvantail taliban.

Il rappelle :

- Que l'Afghanistan sous la botte américaine a été proclamé république islamique, basée sur la charia
- Que des prétendus « taliban modérés » sont en réalité déjà incrustés dans l'appareil d'Etat reconstruit sous tutelle impérialiste, et ce à tous les niveaux
- Enfin, que si aujourd'hui les troupes armées des taliban se rapprochent de Kaboul, ce n'est que la conséquence logique de sept années d'occupation militaire sanglante.

Il affirme son soutien aux manifestants afghans qui protestent contre les bombardements impérialistes auquel contribue l'aviation française, alors que jamais depuis 2001 autant de civils n'ont été tués par les troupes de la coalition, que le nombre de réfugiés grandit sans cesse.

Il condamne tout résidu de mentalité coloniale qui prétendrait, sous couvert de « civilisation », que l'impérialisme français et Sarkozy pourraient jouer un « rôle positif » quelconque en Afghanistan.

Il réaffirme : l'impérialisme français, les troupes de l'Otan, doivent quitter sans délai et sans aucune condition l'Afghanistan.

Le parlement devant discuter le 22 septembre de la prolongation de la présence militaire française, la direction de la FSU appelle les enseignants, qui ont toujours été à la pointe du combat contre les guerres coloniales, à manifester devant l'Assemblée nationale le 22 pour le retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises.

Elle s'adresse aux organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats) pour qu'elles fassent de même.

Pour 5 Contre 77 Abstentions 16 refus de vote 19

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:

Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : courrier@frontunique.com